

Le nombre de frontaliers pourrait doubler d'ici dix ans

SUISSE/FRANCE

Une enquête publiée ce mardi montre que le travailleur frontalier va continuer à peser dans l'économie suisse. Elle brosse le portrait d'un homme de 40 ans qui vient de plus en plus loin



Christian Lecomte Annecy

Publié mardi 28 juin 2022 à 19:39

Modifié mardi 28 juin 2022 à 21:42

Le Crédit Agricole des Savoie, le Groupement transfrontalier européen (GTE) – basé à Annemasse, 26 000 adhérents – et l'Institut de sondage indépendant Ipsos ont présenté mardi à Annecy leur troisième rapport sur l'Observatoire des frontaliers. L'enquête a été réalisée entre les 2 et 22 février 2022 sur un échantillon de 1001 individus résidant en France, travaillant en Suisse et répartis de l'autre côté de la frontière entre Genève et Bâle. Une estimation tout d'abord: le nombre de frontaliers pourrait doubler d'ici à 2032 pour atteindre 300 000 personnes sur les territoires frontaliers étudiés.

C'est la projection faite par Gabriella Taricone, chargée au GTE du service emploi en Suisse: «On observe un vieillissement de la population suisse et donc des remplacements de nombreux départs à la retraite. Rien que depuis le début de l'année, il y a 7% de plus de nouveaux frontaliers, cela parce que l'économie suisse post-covid a recouvré son dynamisme et parce qu'il y a un retour au plein-emploi.» La spécialiste indique à titre d'exemple que 35 000 emplois pourraient être à pourvoir d'ici quelques années dans le secteur de l'informatique.

Tensions prévisibles

Claudio Bolzman, sociologue et professeur à l'HES-SO Genève, estime que la Suisse aura besoin à moyen terme d'une main-d'œuvre estimée à 100 000 travailleurs, «ce qui pourrait causer des tensions avec la France qui recense 320 000 emplois non pourvus, dans l'hôtellerie et le tourisme essentiellement». Tensions aussi à craindre avec certaines formations politiques anti-frontalières, à Genève notamment. Pour rappel, sur l'ensemble de la Suisse, en vingt ans, le nombre de travailleurs a plus que doublé (341 000 en 2020 contre 163 000 en 2002). Le poids des frontaliers représente aujourd'hui 20% du PIB, contre 16% en 2016, selon l'étude de l'OFS et de la statistique des frontaliers. Pour le seul canton de Genève, les frontaliers ont cumulé en 2020 près de 10 milliards de francs suisses en salaires, selon l'Office cantonal de la statistique. Les impôts sur ces salaires profitent pour deux tiers au canton de Genève, le reste aux collectivités de l'Ain et de la Haute-Savoie.

Moins de frontalières

Les frontaliers sont à 91% Français dans la zone étudiée (12% sont Suisses, 2% Italiens, 1% Allemands) et le canton de Genève concentre plus de la moitié des emplois (17% dans le canton de Vaud, 9% dans le canton de Bâle, 8% dans le canton de Neuchâtel et 5% dans le canton du Jura). Le portrait type du frontalier est un homme âgé de 40 ans. Si, en 2015, 46% des travailleurs étaient des travailleuses, elles ne sont plus que 32% en 2022. L'explication tiendrait à une évolution du marché du travail plus favorable à des professions dites «masculines». A noter aussi que les emplois peu qualifiés qui concernaient 45% des frontaliers en 2015 sont aujourd'hui majoritaires (56%). Dirigeants, cadres, professions supérieures et indépendantes représentent 44% des emplois frontaliers contre 55% en 2015. Le frontalier travaille à 13% dans la santé, 12% dans l'horlogerie, 11% dans la construction, 9% dans le commerce, 4% dans l'hébergement et la restauration.

Lire encore: [Les frontaliers ne veulent pas moins télétravailler](#)

La question de la mobilité a été bien entendue largement abordée et un chiffre a supplanté les autres: 82% des frontaliers se rendent au travail en voiture et ils sont seuls dans l'habitacle (18% covoiturent, 10% prennent le vélo, 7% le train, 7% le bus, 1% le bateau). Si une enquête récente du Grand Genève relevait dans la région une augmentation nette de l'usage du train et notamment du Léman Express (usagers trois fois plus nombreux qu'en 2021), force est de constater que l'automobile pointe encore largement en tête pour rallier son poste de travail. Une explication: on vient de plus en plus loin. «Il y a un net allongement de la distance, 52% des frontaliers travaillent à plus de 30 km de leur domicile,

44% mettent plus de 45 minutes, c'était dix points en moins en 2015», relève Eric Martin, directeur adjoint du Crédit Agricole de Franche-Comté.

La hausse actuelle du prix du carburant pourrait sinon inverser au moins infléchir cette tendance, si toutefois des trains ou des autobus sont à disposition, ce qui est loin d'être toujours le cas en Haute-Savoie et dans l'Ain. Autre motif d'espérer: les frontaliers ont appris que l'accord spécial sur le télétravail durant la crise sanitaire, dont l'autorisation ponctuelle arrivait à échéance le 30 juin, sera prolongé jusqu'au 31 décembre 2022. Les travailleurs frontaliers pourront continuer à télétravailler, ceci selon le type d'emploi et la convenance de l'employeur. Une volonté de la plupart des élus de France voisine mais aussi des autorités genevoises eu égard au bénéfice sur l'impact environnemental. Mais pour Michel Charrat, président du GTE, cela ne suffit pas: «Il faut un accord pérenne, au niveau social mais aussi fiscal. Nous avons adressé une lettre à Emmanuel Macron et Ignazio Cassis afin qu'un accord soit conclu sur la durée.»